

# Programme Age, santé, travail, entre droit et réalité

Céline Leborgne-Ingelaere

Professeure des Universités en droit privé

Université de Lille



**Quels dispositifs de protection sociale pour  
faire face aux enjeux du vieillissement au  
travail et des pénibilités ?**

Constituent des facteurs de risques professionnels les facteurs liés à :

**1° Des contraintes physiques marquées :**

- a) Manutentions manuelles de charges ;
- b) Postures pénibles définies comme positions forcées des articulations ;
- c) Vibrations mécaniques ;

**2° Un environnement physique agressif :**

- a) Agents chimiques dangereux, y compris les poussières et les fumées ;
- b) Activités exercées en milieu hyperbare ;
- c) Températures extrêmes ;
- d) Bruit ;

**3° Certains rythmes de travail :**

- a) Travail de nuit dans les conditions fixées aux articles L. 3122-2 à L. 3122-5 ;
- b) Travail en équipes successives alternantes ;
- c) Travail répétitif caractérisé par la réalisation de travaux impliquant l'exécution de mouvements répétés, sollicitant tout ou partie du membre supérieur, à une fréquence élevée et sous cadence contrainte.

# Article L 4121-1 du code du travail

**L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.**

Ces mesures comprennent :

- 1° Des actions de prévention des risques professionnels, **y compris ceux mentionnés à l'article L. 4161-1 ;**
- 2° Des actions d'information et de formation ;
- 3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

# Les dispositifs de compensation de la pénibilité

La loi organise spécifiquement la compensation de la pénibilité au travail.

Deux dispositifs sont mis en œuvre par le système de protection sociale.

- \* Le compte professionnel de prévention
- \* La retraite anticipée pour incapacité permanente

# Le compte professionnel de prévention

- Le compte professionnel de prévention (C2P) permet d'accorder des droits supplémentaires aux travailleurs exposés à des risques professionnels.
- Facteurs de pénibilité pris en compte sur le C2P à partir du 1er octobre 2017
  - Activités exercées en milieu hyperbare
  - Températures extrêmes
  - Bruit
  - Travail de nuit
  - Travail en équipes successives alternantes
  - Travail répétitif

- Les points accumulés sur le compte peuvent être utilisés pour financer :
  - une **formation professionnelle** permettant de s'orienter vers un emploi non exposé ou moins exposé à des « facteurs de pénibilité »
  - un **complément de rémunération** lors d'un **passage à temps partiel**
  - un **départ anticipé à la retraite** ;
  - les frais afférents à une ou plusieurs actions dans le cadre d'un projet de reconversion professionnelle (formation, bilan de compétences, validation des acquis de l'expérience).

# Départ à la retraite anticipée en cas d'incapacité permanente

- Les salariés justifiant d'un certain **taux d'incapacité permanente partielle (IPP)** ont droit, sous certaines conditions, à une **retraite anticipée**.
- Si le taux d'IPP est **d'au moins 20 %** et est reconnu au titre d'une MP ou d'un AT ayant entraîné des lésions identiques à celles indemnisées au titre d'une MP : l'âge de départ à la retraite est abaissé à 60 ans ;
- Si le taux d'IPP reconnu au titre d'une MP ou d'un AT est **inférieur à 20 %**, mais au moins égale à 10 % sous réserve que l'assuré ait été exposé pendant 17 ans à un ou plusieurs « facteurs de pénibilité » et qu'il puisse être établi que cette IPP est directement liée à cette exposition : l'âge de départ à la retraite est abaissé de 2 ans.



L'ordonnance du 22 septembre 2017 supprime la condition de durée d'exposition de 17 ans pour les maladies professionnelles liées aux 4 facteurs de risques sortis du périmètre du C2P en cas de taux d'incapacité permanente compris entre 10 et 19 % ([CSS, art. L. 351-1-4](#))

# Invalidité

- Le vieillissement est un facteur majeur pouvant entraîner une incapacité de travail, c'est-à-dire une réduction ou une perte de la capacité à exercer une activité professionnelle.
- Sur le terrain de la sécurité sociale, une invalidité peut être reconnue sous conditions (code de la Sécurité sociale - Article L. 341-1)
  - Si l'incapacité entraîne une réduction d'au moins deux tiers de la capacité de travail, une pension d'invalidité peut être attribuée.
  - L'invalidité permet de percevoir un revenu de remplacement tout en conservant certains droits.

La notion d'invalidité ne doit pas être confondue avec celle d'inaptitude, qui est évaluée par la médecine du travail. En effet, un salarié inapte n'a pas systématiquement droit au versement d'une pension d'invalidité. De même, un assuré invalide n'est pas systématiquement inapte au travail.



# La retraite progressive

- La retraite progressive est un dispositif qui permet, **en fin de carrière**, de travailler à **temps partiel (ou à temps réduit pour les salariés en forfait)** et de percevoir, **en même temps**, une **partie des retraites** (de base et complémentaires).
- Pendant cette période, le salarié continue de cotiser.